	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.107-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale Articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Haut Bugey Agglomération
SIRET/SIREN
200 042 935
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
57 rue René Nicod – CS 80502 – 01117 OYONNAX CEDEX Tel : +33 4 74 81 23 70
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Laurent SAUZAY Directeur du Pôle Développement du Territoire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Guillaume TEMPELAERE Bureau d'études
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
04 37 66 42 31 gtempelaere@verdi-ingenierie.fr

2. Identification du PLU	
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))	
PLUi-H	
2.2 Intitulé du document	
Modification n° 6 du PLUi-H de Haut Bugey Agglomération	
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document	
PLUi-H approuvé le 19/12/2019. Dernière modification (modification n°5) approuvée le 19/07/2022. https://www.hautbugey-agglomeration.fr/vivre-habiter/urbanisme/pluih-haut-bugey-agglomeration/	
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU	
Intercommunalité Haut Bugey Agglomération, 42 communes (688 km²). Seules 36 communes sont concernées par le PLUi-H.	
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)	
<p>La commune concernée par la modification est celle d'Arbent (23,49 km²) :</p> <div data-bbox="201 1122 1018 1702" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="1031 1102 1337 1691" data-label="Image"> </div> <p><i>Périmètre de la commune et localisation au sein de l'Agglomération</i></p> <p>La procédure concerne trois secteurs de la commune. <i>Leur localisation précise est présentée dans l'ANNEXE 2.</i></p>	

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Haut-Bugey approuvé le 23 Mars 2017 Le SCoT est en cours de révision pour son extension sur les communes de l'ex communauté de communes du Plateau d'Hauteville.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> - SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 - PCAET Haut-Bugey Agglomération - PPR communaux - Plan d'exposition au bruit Aéroport Oyonnax-Arbent
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Dernière évaluation environnementale réalisée année 2019 Date de l'avis de l'AE pour la révision simplifiée : 23 juillet 2019
Si cette évaluation a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
La MRAE recommande de compléter le dossier en ce qui concerne l'analyse des incidences environnementales des secteurs de projet et de réaliser une analyse des impacts cumulés des projets d'OAP situés en ZNIEFF.
Prise en compte par HBA : la partie de l'évaluation environnementale sur les incidences des sites d'OAP a été complétée avec une synthèse de l'impact environnemental des OAP sur les ZNIEFF et des précisions sur les sites d'OAP à enjeux forts.
Conséquences sur la procédure actuelle : les zones à urbaniser concernées par la procédure actuelle ne se situent pas en ZNIEFF, ni dans les « cœurs de biodiversité » ou

« pôles d'intérêt écologique » du SCoT. Elles ne sont donc pas concernées par l'analyse des impacts en ZNIEFF. Il ne s'agit pas non plus de secteurs aux enjeux environnementaux forts.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Le PLUi a fait l'objet de 5 modifications depuis l'évaluation environnementale initiale. La dernière procédure, modification n°5, a été approuvée le 19/07/2022. Son objet était le suivant : <ul style="list-style-type: none"> - Création de 2 emplacements réservés au Poizat-Lalleyriat et à Nurieux-Volognat - Modification de plusieurs OAP existantes au Poizat-Lalleyriat - Création de 2 OAP au Poizat-Lalleyriat - Création d'une zone Ne à St-Martin-du-Fresne - Modification règlementaire du sous-secteur Aps présent sur la commune de Samognat

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine				
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification de droit commun du PLUi				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
63 365 habitants en 2019				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	Superficie du territoire de Haut Bugey Agglomération : 68 800 ha (42 communes) Superficie du territoire concerné par le PLUi : 50 493 ha (36 communes)			
Superficie par zone	Actuellement (M5)		Après évolution (M6)	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire
Zones U	3 115,5	6,17 %	3 115,5	6,17 %
Zones 1 AU	100,2	0,20 %	103,4	0,20 %
Zones 2 AU	86,9	0,17 %	88,1	0,17 %
Zones A	9 347,7	18,51 %	9 345,7	18,51 %
Zones N	37 842,7	74,95 %	37 840,2	74,94 %
Total	50 493,0	100 %	50 493,0	100 %

Le bilan de la M5 ne correspond pas au bilan légalement opposable, car il ne tient pas compte du jugement émis par le Tribunal Administratif de Lyon. Le bilan de la M6 vise à corriger le zonage en prenant en compte le jugement émis.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Consommation pour l'habitat :

- 70 ha maximum pour les communes du chapelet urbain (dont Arbent),
- 42 ha maximum pour les communes de la frange rurale,
- 37 ha maximum pour les communes de l'espace rural.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Le projet de modification n°6 s'inscrit dans une volonté de répondre à une décision juridique émise par le Tribunal Administratif de Lyon. Le jugement a remis en cause le classement en zone A ou N de trois secteurs dans le PLUi-H Haut-Bugey, anciennement constructibles dans le PLUi de l'ex-Communauté de Communes d'Oyonnax approuvé en 2007.

Suite à la décision du Tribunal Administratif, les secteurs sont actuellement régis par le classement figurant dans le PLUi de l'ex-CCO, et sont donc ouverts à l'urbanisation d'un point de vue légal.

Le projet de modification vise à réintégrer ces secteurs comme secteurs à urbaniser dans le PLUi-H actuel, afin de se mettre en conformité avec leur classement légalement opposable. Les 3 secteurs vont évoluer comme suit :

- Changement de zonage : passage de la parcelle AE 39 de la zone N à la zone 2AU
- Changement de zonage et création d'une OAP : passage des parcelles AH 46, 47, 48, 49, 50, 32, 4125, 413, 26, 420, 421, 414 de la zone N à la zone 1AU, création d'une OAP et ajout du périmètre d'OAP au règlement graphique
- Changement de zonage et modification de l'OAP 2 « Les Combettes » : passage des parcelles AK 121, 230, 235(p), 002(p) de la zone N à la zone 1AUD et modification du périmètre d'OAP au règlement graphique.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et la superficie

La procédure a pour objet de modifier le classement de trois secteurs dans le PLUi-H qui sont actuellement régis par leur classement dans le PLUi de l'ex-CCO (secteurs à urbaniser).

En ce sens, la modification n'a pas pour objet d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui ☒ Non

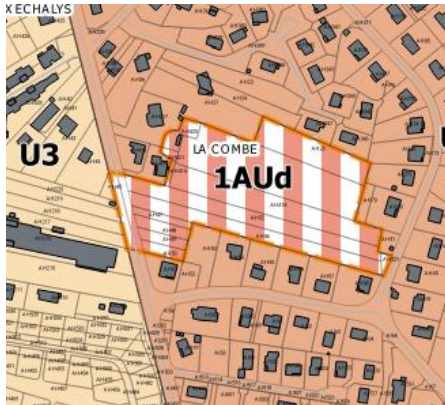
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

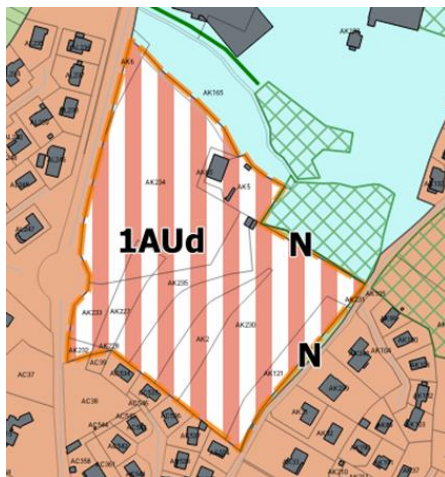
☒ Oui ☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La modification a pour objet la réalisation d'Orientations d'Aménagement et de Programmation sur 2 secteurs. Ces OAP imposent une densité minimale sur les sites (27 log/ha), ce qui aura effet d'augmenter la densité des secteurs :



Superficie : 1,84 ha



Superficie : 3,8 ha

Leur localisation précise est présentée dans l'ANNEXE 2.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et les superficies

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et les superficies

La procédure a pour objet de modifier le classement de trois secteurs dans le PLUi-H qui sont actuellement régis par leur classement dans le PLUi de l'ex-CCO (secteurs à urbaniser).

En ce sens, la modification n'a pas pour objet de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison de risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
NC
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L.300-6-1)
- Description de l'opération ou de projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
NC
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
NC
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X		L'ensemble du territoire intercommunal est concerné par la Loi Montagne.
Les dispositions de la loi littoral		X	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	X		Le PLUi-H est concerné par 4 sites Natura 2000 : <ul style="list-style-type: none"> - Crêts du haut-jura (ZPS) - Crets du haut-jura (ZSC) - Revermont et gorges de l'ain (ZSC) - Plateau du retord et chaîne du grand colombier (ZSC)
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		X	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	X		Le territoire du PLUi est concerné par 1 réserve naturelle régionale : Récif fossile de Marchon à Arbent
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	X		Le territoire du PLUi est concerné par 3 sites inscrits et 7 sites classés au titre du paysage. La commune d'Arbent n'est concernée par aucun site inscrit ou classé.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	X		Les communes du PLUi suivantes sont concernées par un PPRN : Bellignat, Brion, Dortan, Groissiat, Maillat, Martignat, Montreal-la-Cluse, Nantua, Oyonnax, Port, Saint-Martin-du-Fresne
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement	X		Deux servitudes relatives aux installations classées : <ul style="list-style-type: none"> - Société des pétroles SHELL sur la commune de Port - Station-service AVIA sur la commune d'Arbent
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise		X	

d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier		X	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	X		SPR de Nantua
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X		Le territoire du PLUi est concerné par plusieurs 13 monuments classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques. La commune d'Arbent est concernée par un site inscrit MH : l'Eglise Saint-Laurent.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X		Le territoire intercommunal est couvert par 155 zones humides soit 3,3% du territoire
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X		Le SCoT Haut Bugey fixe les orientations des PLUi et PLU en matière de trame verte et bleue
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	X		Le territoire du PLUi est couvert par 75 ZNIEFF de type I et 6 ZNIEFF de type II. La commune d'Arbent est concernée par 1 ZNIEFF de type I (Pelouses sèches du magouillat) et 1 ZNIEFF de type II (Massifs du haut-bugey)
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	X		Le territoire du PLUi est couvert par 3 ENS : <ul style="list-style-type: none"> - Lac Genin, tourbières des Renons et des Molonnes - Lac de Sylvans - Zones humides de Brénod Aucun ne se situe sur la commune d'Arbent
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	X		Arrêtés de protection de biotope : - Protection des oiseaux rupestres (sur 18 communes, dont Arbent) - Etang des loups (uniquement sur la commune de Brenod)

Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection on prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	X		Le territoire intercommunal est couvert par de nombreux EBC. La commune d'Arbent est concernée par 1 EBC.
Autre protection		X	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X		Les projets de modification n'ont pas vocation à remettre en question les dispositions loi montagne, dans la mesure où les sites de projets concernés sont déjà ouverts à l'urbanisation et sont à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.
Les dispositions de la loi littoral		X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement		X	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement		X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier		X	
Autre protection		X	Les zones déclassées n'ont pas d'enjeux environnementaux (pas d'EBC, pas d'éléments de la trame verte et bleue, pas de sites de protections environnementales, ...)

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)		X	Aucun secteur n'est directement concerné par un site Natura 2000. La zone Natura 2000 la plus proche se situe à 2,7 km d'un des secteurs faisant l'objet de la procédure.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		X	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement		X	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement		X	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine		X	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine		X	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement		X	Aucun secteur n'est directement concerné par une zone humide. La zone humide la plus proche se situe à 2,5 km.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)		X	
D'une ZNIEFF (préciser I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement		X	Aucun secteur n'est directement concerné par une ZNIEFF. La ZNIEFF la plus proche se situe à 1,4 km (ZNIEFF de type I).
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme		X	Aucun secteur n'est directement concerné par un ENS. L'ENS le plus proche se situe à 5,4 km.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;		X	

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à L'article R. 411-17-3 du même code			
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection on prévue à l'article L. 141-1 du code forestier		X	Aucun secteur n'est directement concerné par une EBC. L'EBC le plus proche se situe à 1 km.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme		X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme		X	
Autre protection		X	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui ☒ Non Si oui, précisez :

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation - c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

30/06/2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

RAS

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique ☒ Oui ☐ Non

- participation du public par voie électronique ☐ Oui ☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures ☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

- autres, préciser les modalités

--

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5)	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site internet	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

5. Jugement du Tribunal Administratif de Lyon (rubrique 4.3.1)

6. Atlas cartographique des enjeux environnementaux et paysagers (rubrique 6)

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

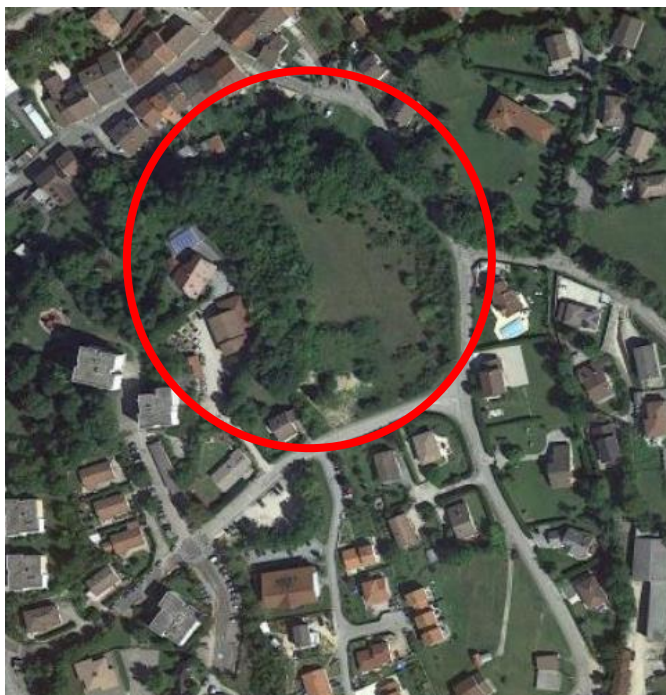
Fait à		le,	
Nom		Prénom	
Qualité			
Signature			

ANNEXE 1 - DOSSIER DE MODIFICATION DU PLUi

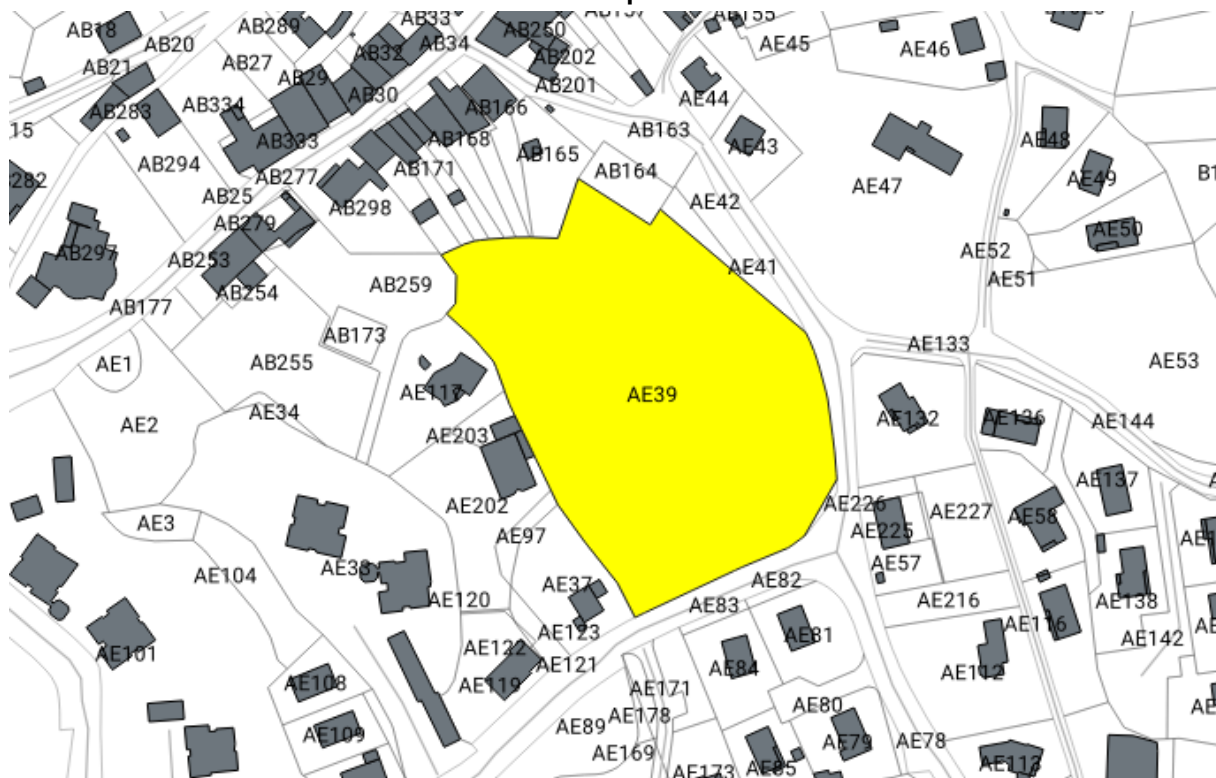
(voir annexe)

ANNEXE 2 – LOCALISATION DES SECTEURS CONCERNES PAR LA MODIFICATION

▪ Secteur Pré Dalphin : parcelle AE39



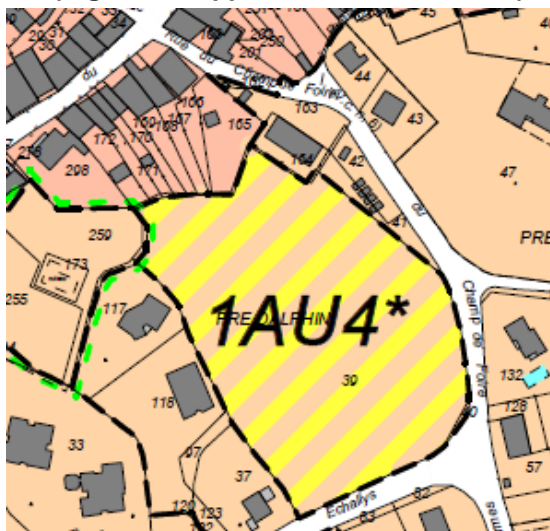
Identification parcellaire :



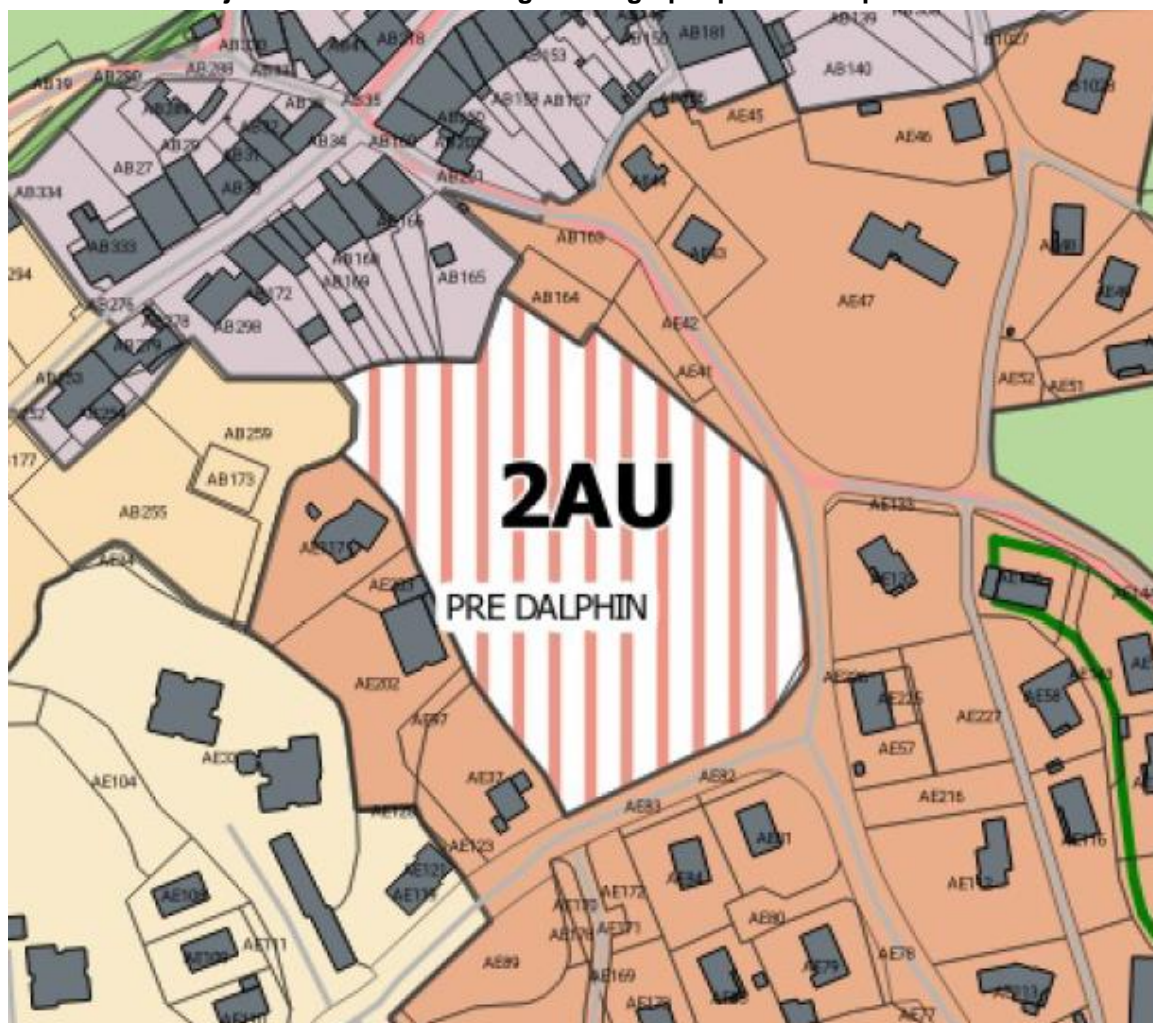
Règlement graphique du PLUi-H
(règlement non opposable sur ce secteur) :



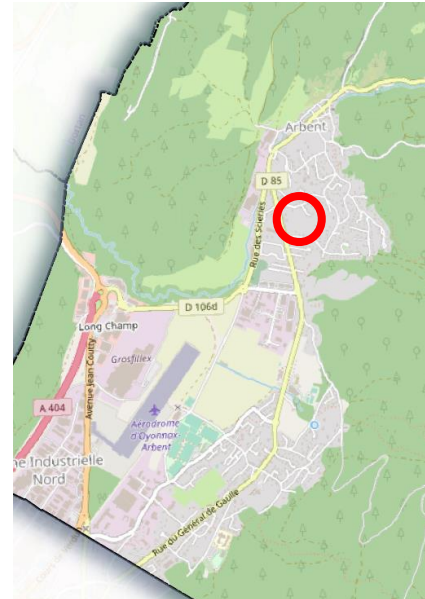
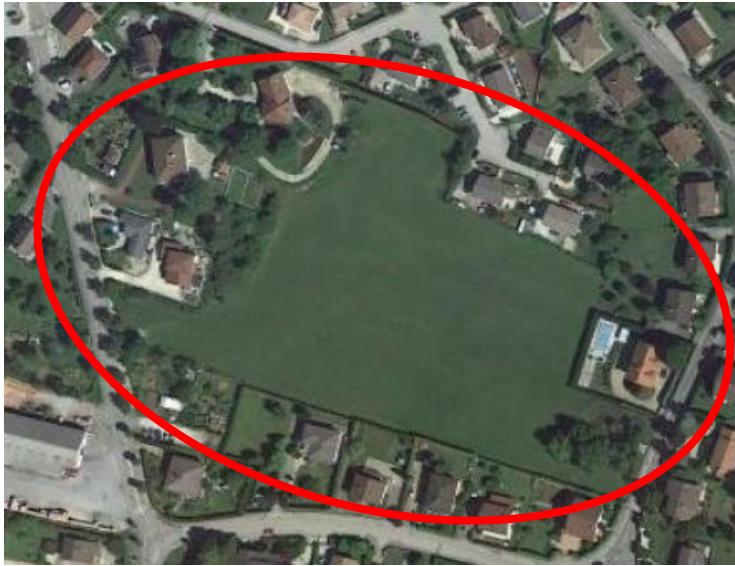
Règlement graphique en vigueur après
jugement du Tribunal Administratif de Lyon
(règlement opposable sur ce secteur) :



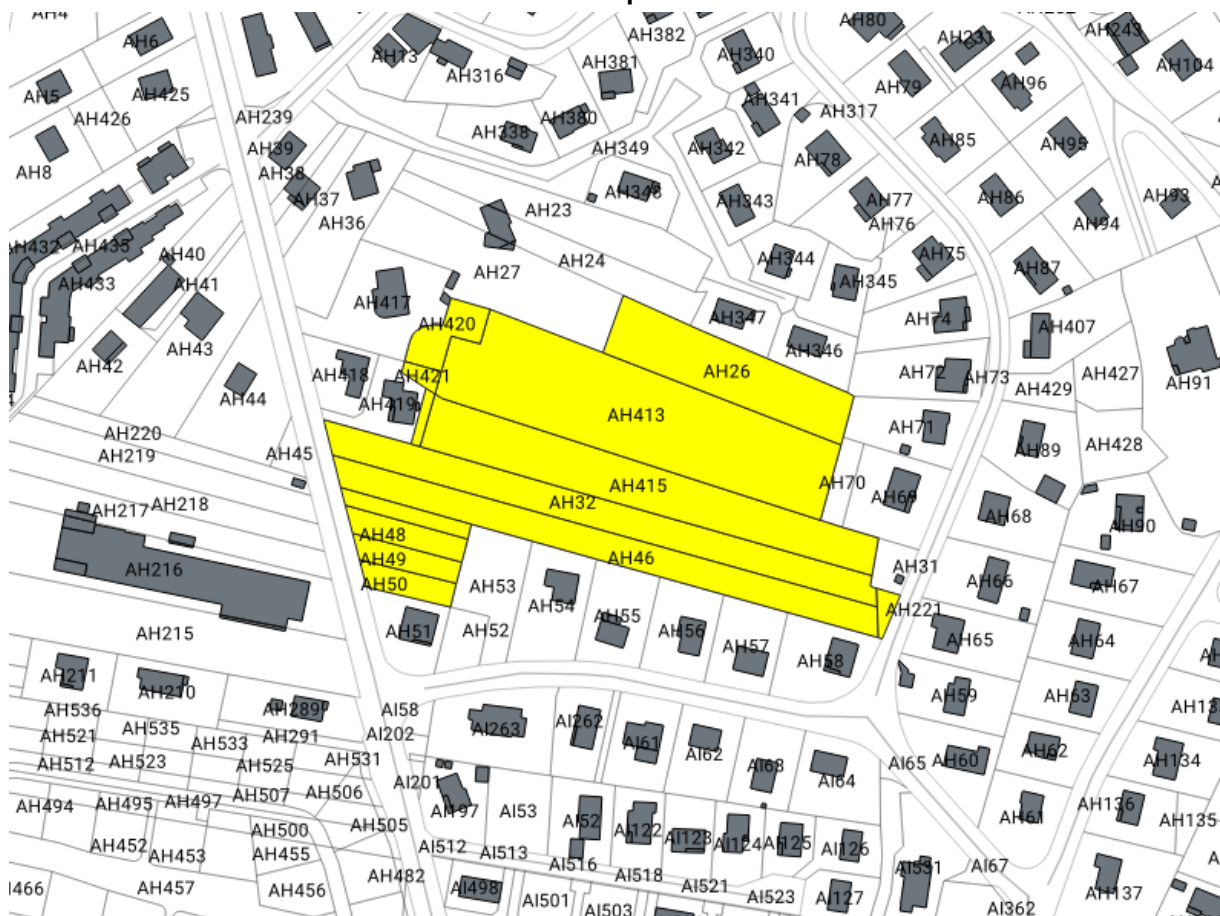
Projet de modification : Règlement graphique APRES procédure



- **Secteur des Combes : Parcelles AH 26, 32, 46, 47, 48, 49, 50, 221, 413, 414, 415, 420, 421**



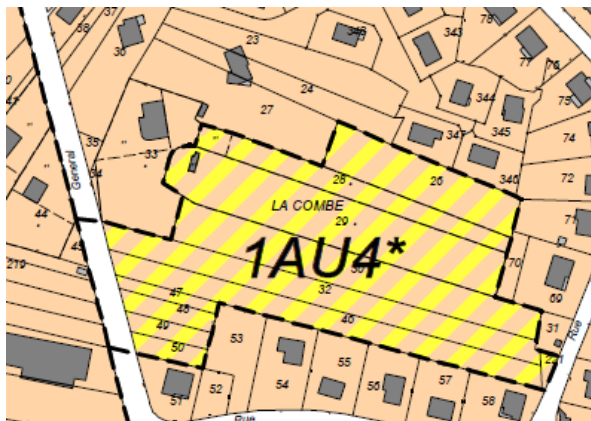
Identification parcellaire :



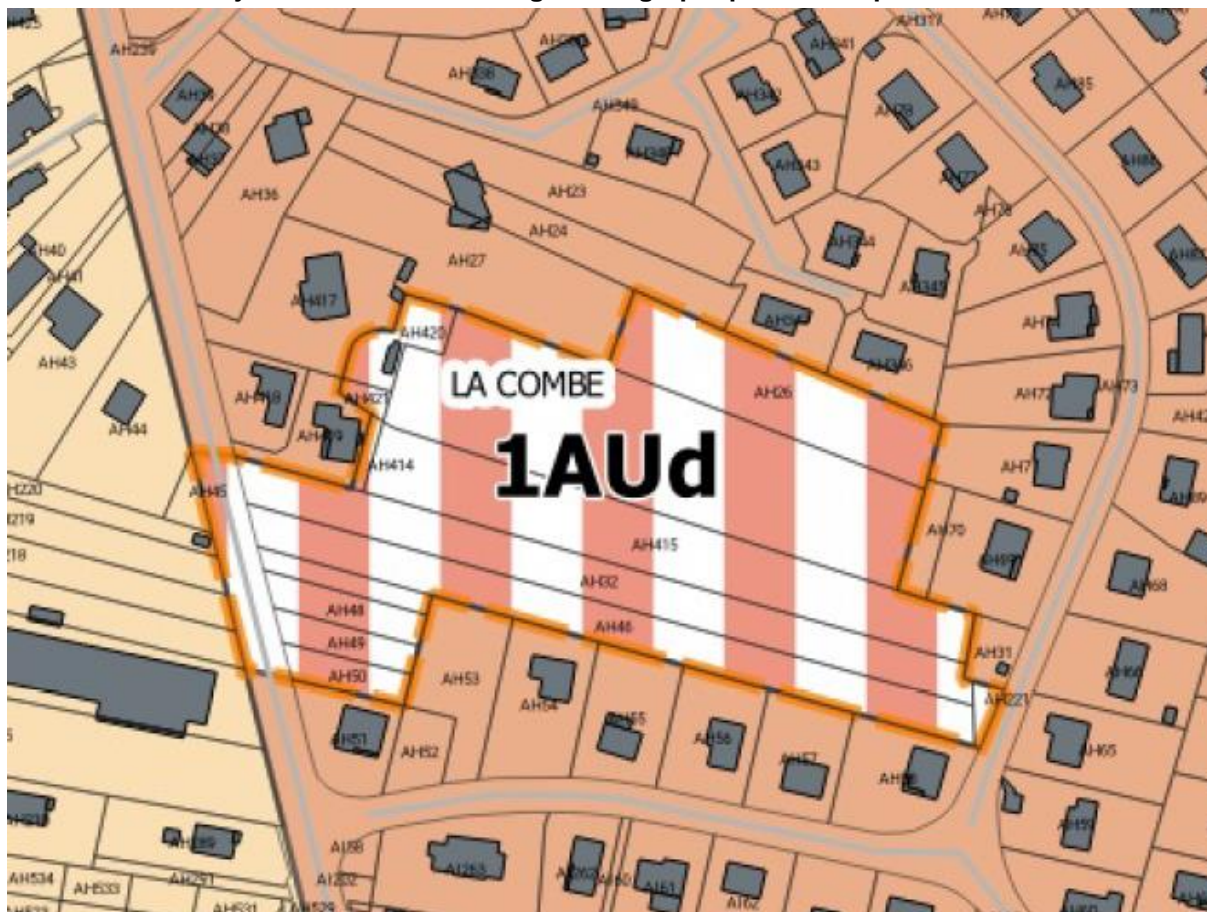
Règlement graphique du PLUi-H
(règlement non opposable sur ce secteur) :



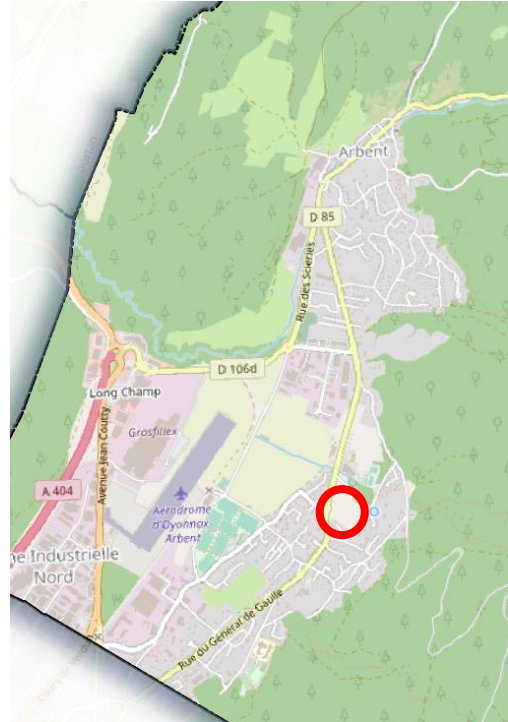
Règlement graphique en vigueur après
jugement du Tribunal Administratif de Lyon
(règlement opposable sur ce secteur) :



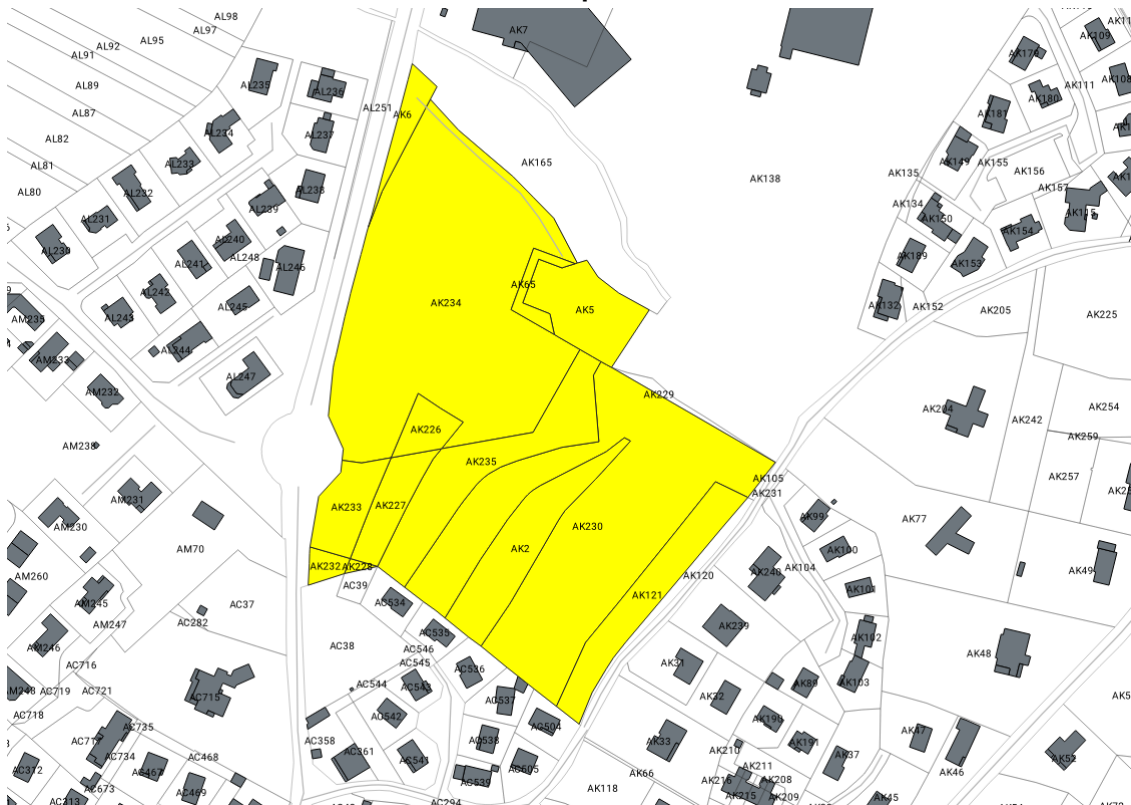
Projet de modification : Règlement graphique APRES procédure



■ **Secteur des Combettes : Parcelles AK 2, 5, 6, 65, 121, 226, 227, 228, 230, 232, 233, 234, 235**



Identification parcellaire :



ANNEXE 3 – AUTO-EVALUATION

(voir annexe)

ANNEXE 5 : JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON

(voir annexe)

ANNEXE 6 : ATLAS CARTOGRAPHIQUE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PAYSAGERS

(voir annexe)